

CONFUSION:

GREVE A L'U de M

par Andrew Porter

Le conflit sur les frais de scolarité à l'université de Montréal est remis à plus tard parce que l'administration ne peut savoir le nombre d'étudiants qui n'ont pas payé leurs frais à cause d'un lock-out des statisticiens au Centre de calcul de l'université.

Même si l'administration ne peut savoir les noms et le nombre d'étudiants qui n'ont pas payé leurs frais elle maintient que plus d'étudiants ont payé leurs frais que ce que démontre des récents sondages de la Fédération des Associations Etudiantes de l'Université (FAECUM).

Selon le vice-recteur de l'université M. Roger Larose, 85% des étudiants ont payé leurs frais. Ce calcul est basé sur le nombre de frais facturés que l'université a fait pour cette année. Larose dit que sur \$4,805,000 de frais facturés l'université a reçu \$4,115,000 donc 85% des frais.

Dans une autre entrevue avec le Dailly le directeur des finances de l'université M. Chouinard maintient que 90% des étudiants ont payé leurs frais et non pas 85%.

Une troisième source d'information de l'université, le journal Forum publié par l'administration donne un montant total reçu jusqu'à date différent des autres sources — \$4,002,000, c'est-à-dire 82%. En résumé, toutes les sources de l'administration donnent des nombres de frais facturés et montants reçus très différentes sinon contradictoires.

Dans une entrevue avec le Dailly un représentant de la FAECUM Denis Vallières dit que l'administration a aussi inclus les montants d'argent reçus pour le paiement des frais de

l'année passée. Selon un autre représentant de la FAECUM, Normand Lapointe, l'administration a aussi ajouté les montants reçus pour le paiement des étudiants à plein temps. éducation permanente en plus des étudiantes à plein temps. Quand le Dailly a demandé si ces montants pouvaient inclure des frais de l'année passée, le directeur des finances de l'administration M. Chouinard a répondu: "Il peut y en avoir mais on ne peut déterminer..."

Devant toutes ces informations contradictoires un extrait d'un procès-verbal de la réunion du conseil de la faculté des sciences de l'éducation fait une mise au point de la situation: "Devant le peu d'échos produit dans les journaux, par le communiqué du doyen, une attitude ambivalente du Forum les membres du conseil s'interrogent sur le rôle de ce journal. Jusqu'ici les interventions du doyen au bureau de l'information de l'université n'ont pas produit de résultats significatifs."

En ce moment il semble que les efforts de la FAECUM ont réussi à obtenir un assouplissement dans l'application du règlement du paiement des frais de scolarité. La FAECUM considère que sa position face à l'administration est justifiée alors que les sondages démontrent que 35% et plus des étudiants boycottent encore leurs frais, et que 60% des étudiants seraient prêts à appliquer des moyens de pression jusqu'à un débrayage illimité.

L'administration semble vouloir céder devant la FAECUM mais elle cherche par ses sources d'information de trouver un moyen d'inciter les étudiants à payer leurs frais au plus vite avec l'utilisation de statistiques non-définies.

Archambault:

Demande d'activités

par Pierre Latour

L'Office des droits des détenus émettait, le 26 octobre dernier, un nouveau communiqué de presse indiquant que les autorités carcérales tiennent toujours enfermés, vingt-quatre heures par jour, les détenus du pénitencier à sécurité maximum Archambault.

De plus, l'Office nous réitère les demandes qu'ont faites ces derniers, soient la mise en application d'un programme d'activités socio-culturelles; la refonte des ateliers de travail pour qu'ils puissent donner des cours de métier préparant les détenus à trouver du travail à leur libération; la mise sur pied immédiate d'ateliers de créa-

tion; le début des visites-contact au plus tard en décembre 1977. Ils demandent le transfert de tous les détenus n'étant pas des cas nécessitant une sécurité maximum dans un pénitencier à sécurité médium dans les plus brefs délais; un transfert rapide des détenus déjà acceptés; etc... Ces demandes n'auraient subi aucune approbation à date.

Les détenus considèrent que le département socio-culturel de l'institution est particulièrement en retard par rapport aux autres départements et que les changements doivent être opérés aussitôt que possible. Ce retard se fait surtout sentir au chapitre de l'occupation des

McGillDaily

Edition française hebdomadaire

Mardi, le 1er novembre

Volume 67, No. 36

3 Cents



Les nouvelles lois sur la régie des loyers protégeront-elles les locataires du quartier étudiant contre les hausses de loyer abusives?

Locataires:

Loi jugée très inefficace

MONTREAL (CUP) — Le Front Commun des locataires trouve que la nouvelle loi projetée par le gouvernement du Québec n'est pas adéquate pour améliorer la situation des locataires. En dépit du fait que les détails de la loi n'ont pas encore été révélés, M. Klass Bylsma, du Front Commun, n'est pas optimiste. Ayant discuté avec des représentants du gouvernement, il a pu constater que les améliorations

fournies par la loi seront minimes.

Le ministre du Développement Culturel, M. Camille Laurin, a parlé de la loi lors d'une réunion publique qui a eu lieu cette fin de semaine aux Ateliers d'Education Populaire à Montréal. Il a dit que la loi, qui devra donner plus de pouvoir aux locataires lorsqu'ils négocieront leurs baux, sera discutée à l'Assemblée Nationale en décembre.

"Le Parti Québécois nous avait dit que la nouvelle loi sera mise en application au début de l'an prochain," a dit Klass Bylsma de la part du Front Commun. "Maintenant ça va aller au milieu de l'année 1978." A cause des déclarations du Parti Québécois en vue d'aider les locataires, M. Bylsma prévoit qu'au contraire, les propriétaires vont augmenter le coût des loyers encore plus que d'habitude.

Une situation semblable s'est produite en 1973 lorsque le gouvernement a légiféré que les maisons construites avant 1951 devraient être mises sous la direction d'une régie des loyers. A cette époque-là, les propriétaires ont tellement haussé les prix des loyers des autres maisons que le gouvernement fut obligé de passer d'autres lois pour que toutes

les maisons passent sous la direction de la régie des loyers.

A la même réunion cette fin de semaine aux Ateliers d'Education Populaire à Montréal, le représentant du Parti Québécois de Rosemont, M. Gilbert Paquette, a dit que la nouvelle loi régissant les loyers est un pas dans le développement vers une politique du logement plus précise.

Même avec la nouvelle loi, le Front Commun n'a pas confiance que les locataires obtiendront ce qu'ils voudront. Bylsma a déclaré que le système ne sera pas changé, il a dit que "les négociations collectives ne servent à rien parce que seulement 5% des locataires se présentent à la Régie des Loyers. La plupart des loca-

Réunion au Dailly

Demain à quatre heures se tiendra une réunion de tous les membres du Dailly. En plus des sujets touchant le Dailly, les membres de l'édition française sont invités à rester après la réunion pour discuter du travail déjà fait et des projets d'avenir. Pour mener à bien notre entreprise, les nouveaux membres sont plus que bienvenus.

suite à la page 7

aujourd'hui

Association des Etudiants à McGill:

N'oubliez pas la réunion de l'Association des Etudiants à McGill jeudi le 3 novembre à 13 hrs. au Centre Universitaire, 3e étage. Venez en foule et dites ce que vous en pensez.

Communauté McGill:

Aimes-tu travailler avec des jeunes? CMCG est à la recherche d'étudiants, surtout francophones, pour aider la Commission Scolaire. Pour de plus amples renseignements, viens nous voir à "Union", local 408.

Radio McGill:

Radio McGill is holding a meeting for all Disc Jockeys and 1 representative from each Evening McGill. If you are one

of these people, your attendance at this meeting is mandatory. Meeting time is 4:15 pm in the Ballroom, Room 301. If you are unable to attend, please phone Radio at 392-8936.

Baha'i:

There will be an open meeting presenting the aims and principles of the Baha'i Faith in the Student Union room 108 at 8 pm. Guest speaker will be John Roberts. Everyone welcome.

McGill Debating Union:

Regular Tuesday meeting will be held at 7 pm. There will be try-outs for the McGill Princeton debate. Ralph will be in attendance.

McGill Radio Theatre:

Theatre will hold a general

meeting in Union 310 at 5:30pm. Elections and other important stuff. All are urged to attend.

Decision Canada-McGill:

General Meeting, University Center, Room 302, 4:30 pm. Everyone welcome.

Auditions:

For 2 original one-act plays. **The Day After Summer**, today, 2-4 pm, Wednesday, Nov. 2, 5-6 pm, Thursday, Nov. 3, 2-3 and 5-6 pm. **Beaten at Last**, today, 5:30-6:30 pm, Wednesday, Nov. 2, 5-6:30 pm., Thursday, Nov. 3, 5:30-7 pm.

Irving Greenberg:

ON BECOMING HUMAN: HALACHA (Jewish Law) as a lifestyle—With reflections on sexuality and interpersonal communication — thought-provoking lecture not to be missed. 8 pm. Stewart Biological Bldg., 1205 McGregor, Rm S-14. Cost: Students free, non-students \$1.50.

Camera Club Carnival Preparations:

Today at 3:00 come to the cafeteria, at the table in the uphill corner (no need for a room) to the first meeting of those interested in starting preparations on the Camera Club's Carnival Exhibition. It's November 1. We only have 3½ more months.

Instructional Curling:

Still a couple of places open. Sign up in room G7 of the Currie Gym before Thursday.

Faculty of Music free concert:

Recital Room C209, 555 Sherbrooke W., 8 pm. McGill Opera Studio, directed by Edith Della Pergola. Excerpts from operas by Mozart, Verdi, Gounod, Bizet, Donizetti, and Massenet.

Travel Service Committee:

All those who signed up to participate, there is a meeting tonight in room 107 of the Union Building at 7 pm.

Battered Women:

Today in room 425 of the Union Bldg. the Women's Union will host a talk on the situation of battered women and their children, given by a woman from Montreal's Women's Aid Centre. All are invited to bring their lunch, listen and participate in the discussion immediately following.



petites annonces

These ads may be placed in the advertising office at the University Centre from 9 am to 5 pm. Ads received by noon appear the following day. Rates, 3 consecutive insertions: non-profit-making activities & individual students' announcements — \$3.00, maximum 20 words, 15 cents per extra word; all other — \$6.00, maximum 20 words, 30 cents per extra word [even if sponsored by non-profit-making organizations].

HOUSING

For rent 1½ furnished, \$137 month. Lease 'till August. Clean, 2 minutes from McGill campus. Call 849-9534 or 845-5912.

Furnished 1½, 2½'s five minutes from McGill. Go to 630 Prince Arthur W. Apts. or phone 843-8251 or 843-3594. After 6 pm.

3rd person wanted to share spacious 5½ near Park Avenue. \$80 per month. Immediate. 843-3734.

St. Urbain. 8 rooms, unheated flat, basement, garden. \$160 per month. Apply 4325 St. Urbain. 282-3618. Available immediately.

2 bedroom apartment to sublet Nov. 1. \$185 per month, incl. heat. Across Redpath Library. 3430 McTavish No. 104. 849-7137.

Two reasonably priced 1½ apts. in the student ghetto. Utilities included. \$75 and \$90. Call Leo 842-1696 or 271-0682.

\$82 monthly for a 1½ at Students' Residence, 455 Sherbrooke W., No. 1003. Available to sublet. Call Nader 849-4815 soon.

PERSONAL

Problem? Feel you need to rap with a rabbi? Call Israel Housman: 341-3580.

LESSONS

Piano lessons. Experienced in adult method. Beginners, advanced. For information and interview, please phone Mrs. Payne: 487-1162.

Guitar lessons, private and group. Modern approach. Rock, folk, country, classical. All levels. Guitars available at reasonable prices. 481-0488.

TYPING

Typing pick-up and delivery at McGill. Sue 697-0714 Andrea 695-9637.

Delicious Pizza & Falafel

will be served today Nov. 1st.
11:30 am - 2:00 pm

At
CHABAD HOUSE
3429 Peel

842-6616

BASSES & TENORS NEEDED

Renaissance Singers of Montreal (12 voice choir performing Renaissance and some 20th century music)

need BASSES and TENORS.

Practices Tuesday evenings.

Interested parties call:

Betsy Hirst 392-5307 (days)
Madeleine Palmer 487-0638 (evenings)
Nicolino Steiner 489-8906 (evenings)

or turn up at the
First Presbyterian Church Hall, 3666
Jeanne Mance Street, Tuesday
evening around 8:30.

CORRECTION

Re:

Hebrew Classes

Sunday 7:30 pm
Wednesday 1-2 pm

Registration &
Information
842-6616

CHABAD HOUSE
3429 Peel Street

I will do a professional job of typing your term papers. \$1.00 a page. Tel: 695-5778.

Your typing jobs done by expert. Economical rates. Tel: 761-3202 Any Time.

FOR SALE

New York-London plane ticket. Flight leaves Dec. 16th. Only \$100. Call 849-9534 or 845-5912.

Sale — all education books 50% off. This week only. The Word Bookstore. 469 Milton St.

Maverick 70, 6 cyl., automatic, 47,000 mi., AM-FM stereo, rear defogger, new exhaust system, new summer tires, snow tires, good condition, \$500, 845-1828 or 392-4493.

JOBS

Metropolitan News, 1248 Peel St., requires general help and typist, permanent or part-time, throughout the week. Apply in person.

MISCELLANEOUS

Choc. pt. Siamese Cat, male, fixed, 3 years old. Needs home because of allergies. It's you or the SPCA. After 6 pm, call Susan 284-8805.

Emmanuel Metropolitan Community working with and for the gay community. For information call Reverend JoAnne Monti. 937-9696.

FREE LEGAL INFORMATION: McGill Legal Aid. Union B-20, daily 10:00-4:00. Prevent problems before they happen. Information and referral service.

Free legal information: McGill Legal Aid. B-20, daily 10 to 4. Prevent problems before they happen. Information and referral service.

FOUND

Black Labrador puppy. 3 months. Found Friday in engineering building. Call Ian 844-7086 or 392-5409.

LOST

Lost on lower campus Wed. Oct. 24 McGill jacket, colour red. To save me from a cold winter, call Ralf. 636-0291.

Lost between hours 12 noon - 1:30 pm on Wednesday Oct. 26. Glasses: brownish frames, aviator front. Cover by Dr. Bernard Spector. 733-9822.

Stop at the Sweet Shoppes

- for your lunch or snack,
- for your parties: cold cuts, gourmet & diet foods.

All the sandwiches and pastries are home-made.

Two locations:

2053 Peel 288-1818

2020 University 284-0417



Phi Kappa Pi

Non, les fraternités ne sont pas réservées aux étudiants anglophones. Les Phi Kapps vous invitent à venir les visiter. Nous sommes au 624 Prince-Arthur. Si non appelez-nous à 842-1062. On espère vous voir bientôt.

"La seule fraternité nationale au Canada"

Eyes Examined

Contact Lenses

Dr. David Kwavnick, O.D.
Optometrist

Tel. 933-8700
933-8182

1535 Sherbrooke St. West
(Corner Guy)

Gertrude's
Presents a
BAVARIAN BEER NIGHT
Live Band
Thursday Nov. 3 - 8 pm
Prizes Prizes Prizes

Occupation à Montmorency

par Marc Boucher

Les étudiants du CEGEP Montmorency à Laval occupent depuis mercredi les locaux du collège pour protester contre le prix élevé des repas à la cafétéria. D'autres griefs se sont ajoutés comme la mise sur pied d'une option cinéma et le manque de liberté d'information, entravé par l'administration, selon les étudiants. Hier, les étudiants, appuyés par le syndicat des professeurs, se sont réunis dans les locaux de la CSN et ont décidé de continuer leurs moyens de pression.

Ce conflit a pris naissance vers le vingt septembre dernier, relativement à un problème somme toute négligeable de cafétéria, et a pris ces derniers jours une importance à laquelle bien peu de gens s'attendaient. Le nombre de places à la cafétéria était jugé insuffisant par les étudiants, et le prix des repas ne convenait plus aux bourses des cégepiens.

Ceux-ci affirment d'ailleurs s'être livrés à une mini-enquête qui leur aurait révélé que le prix moyen d'un repas servi dans les autres cafétérias de cégeps au Québec serait d'un dollar cinquante. Des semblables repas étaient servis au cégep Montmorency contre la somme de deux dollars cinq. Loin de contester cette appréciable différence, semble-t-il, le directeur général de Montmorency a exercé des pressions auprès des concessionnaires de la cafétéria pour que le prix moyen soit baissé à un dollar soixante-quinze.

Forts de l'appui du Syndicat des enseignants du Collège Montmorency (SECM), les étudiants, estimant n'avoir pas eu satisfaction dans cette affaire, ont décidé de mettre de l'avant d'autres revendications. Deux autres problèmes se sont rapi-

dement ajoutés au conflit initial qui ne concernait que la cafétéria. Il s'agit du problème posé par la "concentration cinéma" et du problème de la liberté d'information.

Avec beaucoup d'énergie, les étudiants réclament que le conseil d'administration et que le directeur général du collège fassent les pressions nécessaires auprès des fonctionnaires du Ministère de l'Éducation pour que le Collège Montmorency puisse dispenser des cours dans le cadre d'une "concentration cinéma". De plus, le matériel mis à la disposition des étudiants de cinéma semble déjà nettement insuffisant.

Quant au problème de la liberté d'information, il semble beaucoup plus complexe, vague, et épineux. Ce problème proviendrait d'une censure un peu trop présente qu'exercerait le conseil d'administration sur les destinées du Collège, c'est-à-dire, en définitive, sur l'association générale des étudiants elle-même (AGEM). Selon plusieurs, c'est ici que résiderait le cœur du conflit, et les problèmes de cafétéria et de "concentration cinéma", bien que très importants, apparaîtraient un

Langue et société:

Facteurs influençant les individus

par Marie Poirier

Les facteurs psychologiques influencent autant les individus dans leur identification ethnique et l'apprentissage d'une langue seconde que l'environnement socio-politique, selon quatre professeurs de psychologie de McGill dans le cadre d'une conférence hier après-midi à McGill sur "The psychological aspects of language and culture in Canada."

Dans le cadre de séminaires

en études canadiennes, les professeurs Richard Tucker, Frances Aboud, Fred Genesee et Wallace Lambert ont donné chacun, dans cet ordre, un exposé d'environ vingt minutes sur leurs recherches.

Richard Tucker a travaillé au Canada et dans plusieurs pays du Moyen-Orient et il a pu observer des pays ayant deux ou plusieurs langues officielles. Le choix de l'individu d'apprendre une langue seconde est autant déterminé par sa volonté personnelle que par le statut occupé par cette langue dans la communauté, l'encouragement par les autorités éducatives et politiques de l'apprentissage de cette langue, les valeurs, la culture de ceux qui la parlent. Le meilleur programme d'apprentissage d'une langue seconde serait condamné au départ si le contexte social et politique ne s'y prête pas.

Frances Aboud a fait des études sur les enfants et l'identification ethnique. Prenant des enfants de cinq groupes ethniques différents, de première et de quatrième année, l'identification à un groupe est mesurée par une échelle où l'enfant se place lui-même et plus ou moins près de lui, les autres groupes.

En général, en première année, l'enfant a un sens moins

marqué d'appartenance à une communauté et il est le centre de son monde. Il place loin de lui les groupes avec lesquels il a le moins de contacts ou qui lui ressemblent moins à cause de langue ou de traits physiques différents. En quatrième année, l'enfant s'identifie à son groupe.

Un curieux appel à la bombe,

marqué d'appartenance à une communauté et il est le centre de son monde. Il place loin de lui les groupes avec lesquels il a le moins de contacts ou qui lui ressemblent moins à cause de langue ou de traits physiques différents. En quatrième année, l'enfant s'identifie à son groupe.

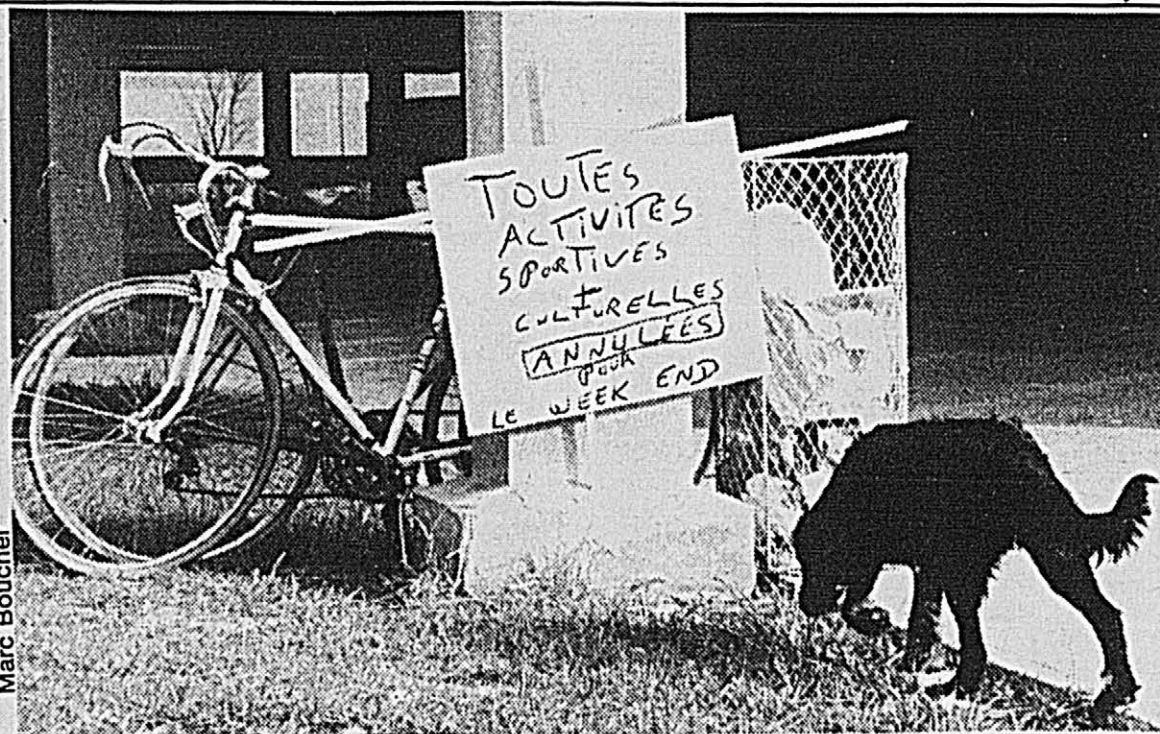
Fred Genesee a étudié trois groupes d'enfants au niveau primaire et les comparent: d'abord, le groupe contrôlé, les enfants anglophones fréquentant les écoles anglaises, puis les groupes étudiés, c'est-à-dire les anglophones dans des cours d'immersion française et enfin les enfants anglophones dans une école complètement française. Il s'interroge sur l'identification ethnique de ces enfants dans ces milieux différents, selon leur exposition au français.

Les enfants dans un milieu complètement francophone s'identifient comme francophones dans les premières années du primaire, mais plus vieux, ils affirment une identité anglophone, influencés par un environnement familial fort et l'appartenance à un groupe important dans la société.

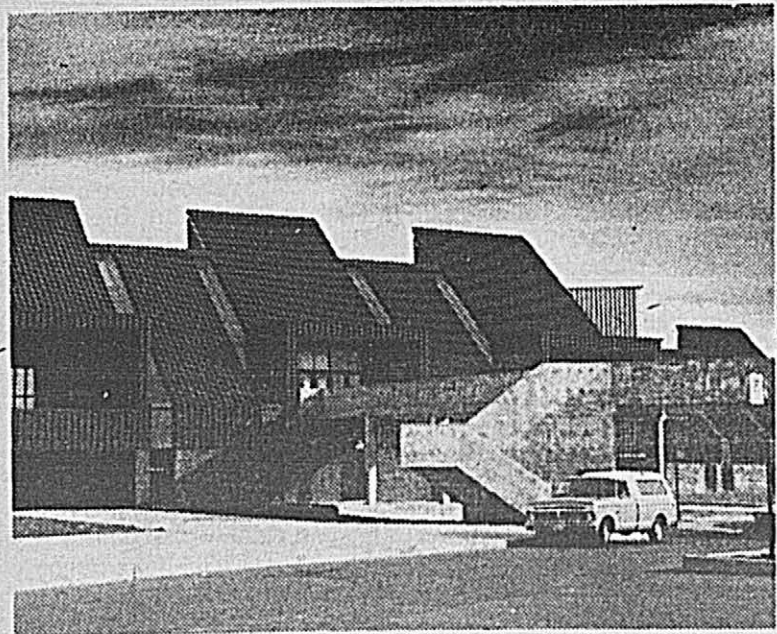
Les cours d'immersion ne changent donc pas l'identité des jeunes mais le professeur Genesee questionne leur efficacité à ouvrir les élèves à la

que les étudiants n'ont pas pris au sérieux, est survenu jeudi dernier vers midi. Les pompiers n'ont guère semblé plus impressionnés puisqu'ils ne sont arrivés sur les lieux que six heures plus tard. Plusieurs ont eu vite fait d'associer cet appel à une tactique administrative, mais, rien n'est moins certain.

En raison de l'occupation des locaux par les étudiants, différentes activités culturelles et sportives qui devaient avoir lieu durant le week-end ont été annulées.



Ce chien semble se demander ce qui passe au Cégep Montmorency où les activités ont été annulées à cause de l'occupation locaux du collège par les étudiants.



L'entrée principale du Cégep Montmorency où les étudiants occupent les locaux pour protester entre autres contre le mauvais service de la cafétéria.

commentaire

Le Daily et la CBC

Généralement je me lève les dimanches matins en écoutant *Sunday Morning* émission d'actualité sur le réseau anglais de Radio-Canada. Dimanche dernier j'étais étonné d'entendre que le *Daily* français est devenu un scandale d'ordre national.

Dimanche dernier, d'une océan à l'autre, les Canadiens anglais ont appris d'un journaliste œuvrant pour une émission supposément sérieuse que le *Daily* français signale la fin, dans un proche avenir, de l'éducation universitaire anglaise au Québec. *Bilingual Today, French Tomorrow*, ce bouquin d'hystérie qui connaît une popularité inattendue à Toronto, a sans doute influencé les réalisateurs de l'émission de commander leur reportage "French *Daily* Today, McGill français Demain". Pire encore, le reportage a été introduit par l'audition d'archives de la manifestation McGill français en '69.

A cause, sans doute, d'un esprit trop naïf je n'arrive pas à comprendre la peur évidente qui sortait d'un reportage sur le seul fait que le *Daily* se produit en français. Je ne comprends pas non plus pourquoi ce journaliste s'est trouvé dans l'obligation de souligner le statut unique du *Daily* parmi les journaux universitaires du Commonwealth, seul journal quotidien. Si on veut rigoler, Sa Très Excellente Majesté Elizabeth II, Chef du Commonwealth, est parfaitement bilingue.

Le fait que le *Daily* est le seul quotidien universitaire au Commonwealth, bien impressionnant que ce soit, ne l'oblige en rien de se limiter à l'usage de l'anglais. Sur un plan réaliste le *Daily* est obligé d'informer une population bilingue. Il est beaucoup plus important, si moins prestigieux, que le *Daily* est un quotidien de McGill qui a une responsabilité immédiate non seulement envers la communauté étudiante, mais envers la société montréalaise et québécoise. Le *Daily* n'a pas les moyens de se permettre le luxe d'accommoder tout le Commonwealth - une chose à la fois.

Depuis trop longtemps que le *Daily*, et l'Université McGill dans son ensemble, se comportaient comme si le reste du Québec n'existait pas. S'il y avait une manifestation McGill Français en '69, elle s'est produite justement à cause de l'écart énorme qui isolait l'université de son milieu. Je le trouve embarrassant d'être obligé d'écrire en 1977 que la société québécoise est en mutation, et qu'il incombe à toute personne de conscience d'assumer ses responsabilités. Le *Daily* a assumé la sienne en offrant à la population francophone de McGill une édition dans leur langue maternelle. Je n'y vois pas à quoi se scandaliser. Le *Daily* n'est pas en train de brimer les droits des anglophones qui ont toujours leur édition quatre jours sur cinq.

Evidemment la CBC n'a rien appris de tous les débats de la fin des années soixante, des manifestations de St-Léonard, du processus quelque peu acharné qui accompagnait les promulgations successives des lois 63, 22, 101, pour ne pas parler du Bill 85, la Commission Gendron, etc. Les québécois vont s'exprimer en français au Québec, c'est leur droit, c'est reconnu comme tel, de plus en plus la communauté universitaire de McGill essaie, tardivement, de prendre conscience de la collectivité qui l'entoure.

Que le *Daily* ait pris la décision de fournir une édition par semaine en français pour les québécois qui fréquentent McGill et paient, eux aussi, leurs frais de scolarité est bien normal. M. McLean a osé se demander si la majorité étudiante de McGill est en mesure de le comprendre. S'il y a un scandale M. McLean, il se trouverait dans le fait qu'un bon nombre entre eux, qui ont reçu une éducation au Québec soient incapables d'apprécier l'édition française du *Daily*.

Allen Conter

McGill Daily

Le McGill Daily est publié cinq fois par semaine par l'Association des étudiants de l'Université McGill, 3480 rue McTavish, Montréal. Les opinions émises dans ces pages sont celles de l'équipe du McGill Daily et ne sont pas nécessairement les opinions officielles de l'Association des étudiants. Le McGill Daily est composé à SST Typesetting et est imprimé à l'imprimerie Trans-Continental, 433 rue Lebeau, Ville St-Laurent.

abonnements par la poste: \$12
Bureau de rédaction: 392-8955
Département de la publicité: 392-8902

REDACTEUR-EN-CHEF: Daniel Boyer

DIRECTEUR GENERAL: Jennifer Robinson

REDACTEUR, EDITION FRANCAISE: Marie Polier

PUPITRE DU QUEBEC: Marc Casini

PUPITRE UNIVERSITAIRE: Ellen McKeough

PUPITRE SYNDICAL: Ron Doyle

DIRECTEUR DE LA PUBLICITE: Irena Lowry



"Les forces policières reconnaissent pleinement la distinction entre les homosexuels et les gens normaux et considèrent les deux groupes, pour cette conférence de presse comme des membres légitimes de la société"...



Maintenant, si nous surprenons des membres légitimes de la société, bien habillés, beau langage, tranquilles, en train de faire du trouble, on va les ramasser, les maudites tapettes...

Les lecteurs sont encouragés à écrire au *Daily*. Les lettres doivent être dactylographiées et postées au 3480 McTavish ou portées à la rédaction au sous-sol du Centre universitaire. Evidemment, les lettres avec un contenu raciste ou sexiste ne seront pas publiées.

Lettres

Michel Rivard: correction au *Daily*:

Je voudrais mettre quelques points au clair au sujet du disque solo de Michel Rivard. Contrairement à ce qu'a dit Andrew Porter dans son article du *Daily* du 25 octobre, Michel Rivard n'a pas quitté Beau Dommage et il n'a pas l'intention de le faire.

Il dit aussi que Michel Hinton remplace Michel Rivard dans Beau Dommage et ajoute une touche plus rock au groupe. Ceci est tout à fait faux: Michel Hinton remplace Robert Léger qui jouait de la flûte traversière et les claviers. De plus, le dernier disque de Beau Dommage n'est pas plus rock et plus électrique à cause de Hinton; il joue du piano et de la flûte et Michel Rivard est toujours à la guitare.

Je trouve qu'on devrait être mieux informé avant d'écrire un article sur la musique populaire. C'est en écrivant de telles balivernes qu'on part des fausses rumeurs. Ah! oui, j'oubliais. Michel Rivard et Robert Rivard, c'est pas le même bonhomme.

François Pasquin

D'une mare... à l'autre

Où à l'assimilation!

M. Marc Lalonde, Ministre des relations fédérales-provinciales, déclarait récemment dans la *Gazette* au sujet des droits des Québécois francophones aux écoles anglophones: "My rights as a francophone are being hurt more than yours are because I can't send my kids to English public school." Or il est de source connue que ses enfants ont toujours fréquenté des écoles anglaises.

Merci, Général Murray

Un ancien ministre conservateur Néo-écossais, F.D. Halliburton a déclaré que tout effort visant à faire épanouir deux cultures dans un seul pays est "nul dès le début."

Halliburton a ajouté qu'essayer de produire une politique de biculturalisme et de bilinguisme est un objectif "inutile et contradictoire." Expliquant que les Etats-Unis avaient leurs problèmes mais que leur politique de melting-pot avait forgé une nation avec bien des peuples différents, Halliburton trouve que "Le Canada aurait pu choisir la même route avec le même succès si le Général Murray—le premier gouverneur britannique du Canada—n'avait pas été autant humanitaire."

Halliburton trouve que les racines des problèmes canadiens remontent au fait que Murray ait donné la liberté de religion, langue, droit et culture aux conquies. "Le problème est insoluble", a conclu M. Halliburton.

Pas besoin de lois, eux.

Le présent gouvernement de la Nouvelle-Ecosse a décidé d'ouvrir une école française dans la région Halifax-Dartmouth. Bien que d'après le premier ministre Reagan "l'arrangement historique est que les commissions scolaires établissent les écoles acadiennes" son gouvernement a décidé d'intervenir à cause du manque d'écoles françaises en Nouvelle-Ecosse.

Reagan a ajouté que "notre système présent ne remplirait pas les besoins d'un québécois transféré ici. En tant que grande ville canadienne, nous avons besoin d'une infrastructure pédagogique francophone." Par contre le ministre de l'éducation de cette province s'est prononcé contre la garantie des droits des Néo-écossais francophones en matière d'éducation. "Je ne suis pas sûr des besoins pour une telle loi", conclut George Mitchell.

Complications? En anglais.

Au cours du week-end, Robert Burns a dit que le bulletin de vote pour le référendum serait unilingue car la Charte de la langue française est très claire à ce niveau. Burns a ajouté que si la question posée aux Québécois est "compliquée" alors un bulletin bilingue serait possible.

Daniel Boyer et
Marie-Claude Saint-Laurent

Dans les media:**La censure se porte trop bien, merci**

par Léonce Gaudreault

Cet article est extrait de la revue *Ecris et tais-toi*, publiée par les journalistes en grève du Soleil. Le *Daily* compte publier d'autres extraits de cette revue concernant le journalisme au Québec.

Etes-vous libre d'écrire ce que vous voulez, demande-t-on souvent aux journalistes?

Bien sûr, répond-t-on spontanément, sans trop y réfléchir. Et même en y accordant un certain temps à la réflexion, on continuerait à répondre affirmativement à cette question. Sans quoi, que pourrait-on bien penser d'un journaliste qui accepterait la censure sans se révolter...? Il ne serait pas "digne" de ce nom.

Le problème se pose différemment en ce qui a trait à un média voué à une cause ou à une idéologie particulière. Puisque le journaliste sait dès le départ qu'il entre dans une "boîte" défendant telle idéologie ou soutenant telle cause comme l'actuel "Jour", on peut dans ce cas parler davantage d'encadrement que de censure.

Ce n'est évidemment pas la situation des mass media du Québec. Les quotidiens se présentent comme des journaux d'information, objectifs. Sans trop m'écarter du sujet, il est essentiel de préciser immédiatement ce que cache cette notion d'objectivité qui est de plus en plus remise en question par des journalistes. Ceux-ci préfèrent parler d'honnêteté professionnelle plutôt que d'objectivité. L'objectivité, à laquelle les patrons de media d'information font constamment référence, c'est en fait "l'objectivité du statu quo".

Un exemple. Ainsi, il n'y a pas très longtemps, un journaliste pouvait être congédié ou être l'objet d'un recours disciplinaire pour avoir adhéré à un mouvement indépendantiste alors que son chef des nouvelles, ou lui-même, pouvait librement faire partie d'une chambre de commerce, d'un club Richelieu ou d'un mouvement pro-fédéraliste sans être le moins incommode.

La censure existe et se porte bien dans les media d'information au Québec.

A Radio-Canada, au réseau français, on l'a clairement senti lors de la crise d'octobre. A un tel point qu'il a fallu se brancher sur le réseau anglais pour obtenir de l'information moins conservatrice et plus dynamique de cet événement qui devait avoir alors cours en 1970. Depuis novembre 1976, après l'élection du PQ, on a de nouveau ressenti les effets de la censure. L'enquête commandée par le gouvernement fédéral au Conseil de la radiotélévision canadienne (CRTC) sur la "propagande séparatiste" à Radio-Canada avait déjà atteint son but avant même de commencer, en créant une certaine psychose chez certains journalistes ou

cadres facilement insécures, les rendant beaucoup plus prudents, les incitant parfois à s'abstenir plutôt que d'aborder des sujets politiquement délicats pouvant leur attirer les foudres des censeurs canadiens.

Généralement, la censure de l'information prend des formes plus subtiles qu'autrefois.

Il serait impensable aujourd'hui, par exemple, qu'un rédacteur en chef émette des instructions à ses journalistes pour que ceux-ci se mettent à la tâche de présenter les informations les plus défavorables possibles à un mouvement politique banni des salons des grands propriétaires de ce pays.

C'est pourtant ce qu'avait fait — par écrit de surcroît — la direction du Soleil à l'époque de la visite de la reine à Québec en 1964. Ces directives, transmises en pleine euphorie anarchique de cet événement qui devait conduire au célèbre "samedi de la matraque", avaient fait leur tour de presse à l'époque. Elles avaient choqué. Mais l'existence de ce type d'orientation sur les entreprises de presse n'avait été due qu'à l'erreur d'un directeur d'information, pris de panique par la tournure d'une nouvelle série d'événements marquant alors la société québécoise.

Ces comportements étaient cependant courants. Dans les petits entreprises de presse surtout. Dans ces entreprises, les journalistes sont assez isolés, laissés à la merci des décisions arbitraires des propriétaires, sans groupe pouvant leur donner une certaine force leur permettant de s'opposer efficacement à la censure, n'ayant d'autres choix que de "prendre la porte" selon le bon plaisir du patron.

Dans des "boîtes" plus importantes, des pratiques grossières de censure existaient. Ainsi, au Soleil, on invitait ardemment les journalistes à bannir de leur vocabulaire écrit des expressions comme "nation canadienne-française" et davantage une expression comme "nation québécoise". Comme si le fait de ne pas nommer une réalité pouvait la faire disparaître. A moins d'être devant une propagande d'Etat sans faille, et encore, l'histoire enseigne que ces comportements de refus ne réussissent parfois qu'à retarder les événements et non à les empêcher.

Depuis, le mouvement indépendantiste est entré dans les salons du Parti québécois et il n'est plus question de nier cette réalité, surtout que maintenant elle est au pouvoir. Cela n'empêche pas les fédéralistes de le combattre, mais avec des armes différentes.

Au début des années soixante, les journalistes des plus gros media d'information déjà organisés syndicalement commencèrent à utiliser cet instru-



La ligne de piquetage des grévistes du Soleil a inspiré un recueil de textes sur la politique de l'information au Québec, *Ecris et tais-toi*. La vente de cette publication servira à financer la grève qui dure depuis le 30 août.

ment de revendication pour acquérir progressivement des garanties d'ordre professionnel, garanties qu'ils n'avaient pas pu acquérir par leurs associations professionnelles existantes, mais d'où était cependant partie la phase d'interrogation essentielles à ce type de démarches.

Des gains importants furent ainsi obtenus au cours des années mais depuis 1974 surtout, les propriétaires des media d'information cherchent partout les moyens à récupérer ces gains qu'ils appellent "droits de gérance".

Le conflit au Soleil, le premier à éclater dans l'actuelle période de renouvellement de conventions collectives de plusieurs importants quotidiens, peut s'expliquer en partie par cette remise en question. Céder sur des gains acquis de longues luttes serait ouvrir la porte à l'arbitraire et, à la limite, faciliter le glissement de ces journaux vers l'exploitation du fait divers, tendance facilement observable par exemple chez le nouveau propriétaire d'un jour-

nal comme *Dimanche-Matin*.

La censure ne s'exerce pas seulement directement chez les journalistes déjà à l'emploi d'un journal. Cette pratique est de plus en plus rare. Le propriétaire, par l'entremise de ses représentants à la direction du service de la rédaction, a en effet une multitude de moyens pour s'assurer que son journal se fasse le plus possible dans le sens de ses intérêts.

Dans un premier temps, il intervient au niveau de l'embauche. Il a en effet complète discrétion sur l'engagement de nouveaux journalistes. Il est donc normal de comprendre que la nature et la qualité de cette embauche dépendront de la capacité plus ou moins grande de l'employeur de prendre à son service des journalistes de tendances diverses et de compétences différentes. A travers les nombreux tests (psychologiques, aptitudes, etc.) par lesquels le patron fait passer les candidats, il peut s'assurer de choisir les journalistes qui tendront la mieux à se con-

former à ses politiques d'information.

Il y a aussi le choix des journalistes appelés à couvrir différents secteurs de l'information. Le chef des nouvelles — lui-même choisi par l'employeur et faisant partie du personnel de cadre — ou le directeur de l'information a une influence déterminante sur le type d'information transmise au public. Ainsi donc, le public-consommateur (puisque'il faut l'appeler ainsi selon les canons des entreprises de presse) aura une information différente dépendamment du journaliste choisi, indépendamment de l'honnêteté professionnelle de ce journaliste. Informer c'est choisir. Un journaliste de tendance conservatrice donnera par exemple sur une manifestation politique un éclairage et une coloration différente de qui serait fait par un journaliste plus libéral et plus critique. Pourtant, les deux journalistes auront fait chacun un travail honnête mais en sélectionnant des informations

suite à la page 7

Contrôles et prolétaires

par Keith Thorson
pour CUP

Les contrôles anti-inflation sont en vigueur depuis déjà deux ans et leur abolition est souvent discutée mais aucune date précise n'est donnée, sinon la date officielle en 1978. Le problème du "Décontrôle" et des restrictions volontaires préoccupent le gouvernement et le Congrès du Travail Canadien (CTC).

Le 14 octobre 1976, la journée de protestation contre les contrôles observée dans tout le Canada était considérée comme un succès par le chef du CTC, Joe Morris. Cette année, le CTC n'a fait aucune tentative pour recréer cette manifestation. Au Québec, au lieu d'une journée intersyndicale comme en 1976, le 14 octobre dernier, seule la CSN organisait une manifestation à la grandeur de la province. Les autres syndicats avaient décliné l'offre de la CSN d'organiser conjointement une manifestation.

Maintenant, le CTC semble penser: "Ne nous pressons pas, les contrôles ne dureront pas toujours". Plusieurs secteurs du mouvement ouvrier semblent avoir adopté cette politique. Le ministère du travail de l'Ontario a dévoilé dans ses statistiques, pour les trois premiers mois de 1977, une diminution de 82% en jours-hommes consacrés aux grèves, causée peut-être par l'accession d'un gouvernement plus ouvert aux travailleurs, les syndicats préférant attendre les politiques du gouvernement avant de faire la grève.

Le changement de politique du CTC est mieux décrit comme le "tripartisme" ou la "démocratie industrielle", où le patronat, le gouvernement et les syndicats abandonnent les conflits pour régler leurs différends par la négociation. Une assemblée tripartite n'a pas encore été formée mais des pourparlers sont en cours pour former un genre de comité permanent avec des représentants de ces trois groupes.

Bien avant le jour de protestation, l'exécutif du CTC avait presque accepté la position selon laquelle la négociation collective libre était une chose du passé impossible à obtenir maintenant, à cause des contraintes de l'économie capitaliste telles que l'inflation dans les deux chiffres et un chômage massif. Même si le congrès du CTC en mai 1976 a adopté le soi-disant "Manifeste du travail" favorisant le tripartisme, il n'est pas assuré que la totalité du mouvement ouvrier et son arme politique traditionnelle, le Nouveau Parti Démocratique (NDP).

La relation entre la centrale syndicale et le parti n'a pas toujours été harmonieuse. Le NDP, au pouvoir dans certaines provinces, a adopté des lois spéciales pour le retour au travail des grévistes. Au fédé-

ral, son statut de tiers parti n'a pas été efficace, estiment certains permanents du CTC. Les favorables au tripartisme disent que la Saskatchewan et le Manitoba, à l'époque tous les deux néo-démocrates, approuvent les contrôles.

Une faction du CTC s'oppose au tripartisme parce que le mouvement ouvrier canadien ne deviendrait qu'un partenaire du gouvernement et du patronat, dépendant de leurs décisions. Cette position est écartée car les syndicalistes ne voient pas d'alternative au tripartisme, puisque la convention collective libre est impossible. Joe Morris a dit que le tripartisme ne signifie pas l'abolition du syndicalisme et la majorité des membres l'ont accepté. Un syndicaliste important a écrit d'accord sur le fait que le CTC devait se prononcer sur le programme anti-inflation du gouvernement. Le CTC a examiné sérieusement les deux tendances de lutttes contre les contrôles, l'une étant la coopération telle que définie par le tripartisme, l'autre étant la confrontation. Le CTC a clairement choisi le tripartisme.

L'idéal serait une solidarité complète entre travailleurs mais la réalité est toute autre. Il serait ridicule de lancer une attaque contre les contrôles, sans savoir si la majorité des travailleurs canadiens croient à une action préparée à protester de façon politique contre ces contrôles.

Le CTC a proposé l'établissement d'un conseil pour la planification sociale et économique avec une représentation égale du patronat et des syndicats, dirigé par un ministre du cabinet fédéral. Ce conseil ferait des recommandations au gouvernement sur l'industrie, la redistribution du revenu et la lutte au chômage. A part ce conseil d'autres comités étudieraient des sujets plus spécifiques et une agence gouvernementale se chargerait de la recherche dans les domaines décidés par le conseil.

Les institutions parlementaires démocratiques au Canada ne permettent pas aux gouvernements du monde occidental de se servir d'armes fiscales et monétaires pour contrer les récessions et prévenir le militantisme syndical causé par ces crises à fin d'améliorer son image pour les investisseurs. Les gouvernements occidentaux savent très bien que les récessions amènent la combativité des syndicats et des effets désastreux sur la continuité du pouvoir politique et du capitalisme.

C'est dans cet esprit que le gouvernement débute ses négociations pour des contrôles volontaires dès 1975 alors que les augmentations de salaires occupaient une plus grande proportion du PNB (produit national brut) les profits, la

première fois depuis années trente. Les contrôles volontaires n'étant pas acceptés, le gouvernement a imposé les contrôles des salaires.

Cet effort pour maintenir les profits a eu un certain succès mais il a ses limites car il fausse le progrès économique et dirige les investissements dans des secteurs déjà encombrés. Ces problèmes ont poussé les Conservateurs à demander la fin des contrôles et à presser le gouvernement Trudeau de trouver une alternative qui assurera un haut taux de profit et aussi maintiendra une grande flexibilité.

Le concept du tripartisme en tant que paix industrielle dans un pays divisé par les conflits de travail a été discuté dans les cercles gouvernementaux depuis trois ans. Les premiers convertis sont sans doute John Munro, ministre du travail et Bryce Mackasey, dans son rôle de ministre des postes, secteur touché par les conflits de travail. Les syndicats ont été favorables, à la condition qu'ils aient une représentation égale dans le futur conseil.

Le monde des affaires a répondu par la négative. Alors Trudeau a essayé de rassurer les hommes d'affaires en affirmant que le projet est une continuité du statu quo et non un changement radical de direction. En octobre 1976, dans un document de travail et dans plusieurs déclarations, Trudeau est d'accord pour dire que la libre concurrence doit être renforcée, l'intervention gouvernementale réduite et les secteurs nationalisés retournés à l'entreprise privée dans la mesure du possible. Mais nulle part le gouvernement dit qu'il faut établir des nouveaux mo-

Au MEQ:

Mémoire de l'ANEQ

L'association des étudiants du Québec (ANEQ) a présenté un mémoire au ministre de l'éducation, Jacques-Yvan Morin au sujet de la situation financière des étudiants du Québec.

Au Québec, qui s'instruit s'appauvrit. Beaucoup d'étudiants formulent cette conclusion face à la détérioration de leurs conditions de vie. Dans le cadre d'une journée d'étude organisée dans l'ensemble du Québec entre les 17 et 21 octobre derniers, l'ANEQ, par les associations locales, tenait à faire prendre conscience aux étudiants de la situation critique du chômage soit saisonnier (emplois d'été), soit permanent, de l'endettement excessif et de la détérioration constante de la situation financière des étudiants.

Objectifs du gouvernement

Les objectifs du gouvernement en matière d'éducation ont évolué depuis le Rapport Parent. Nous faisons maintenant

face aux objectifs énoncés par le rapport Nadeau et ses cousins (GTX, Després, 4e rapport du Conseil des Universités). Ce sont:

1. une spécialisation accrue au détriment d'un développement général de l'individu;
2. un système d'éducation au service de l'industrie;
3. une concentration des pouvoirs;
4. une politique de coupures de budgets à l'éducation.

L'éducation n'est plus une priorité. Depuis quelques années, les crédits alloués à l'éducation se sont maintenus en dollars constants mais ont diminué en pourcentage. Ainsi le rapport entre le budget de l'éducation et le produit national brut a sensiblement diminué depuis quelques années. Il était de 7.6% en 1970; il sera à 7% en 1977.

Accessibilité aux études

Prenons par exemple, le chapitre de la démocratisation scolaire, chapitre qui nous

intéresse plus particulièrement. Certes, le système scolaire est un peu plus accessible qu'à l'époque de la révolution tranquille, du moins à première vue, car en réalité l'étude des données fournies par Claude Escande sur l'accès aux études démontre assez clairement que ce n'est qu'un leurre que de faire croire à la démocratisation du système d'éducation actuel.

Ainsi une analyse comparative des classes sociales dans la société avec celles des étudiants au Cégep montre que la représentation des différentes classes est totalement déséquilibrée.

Chômage étudiant estival

Lors de sa conférence de presse sur le placement étudiant, l'ancien ministre du travail, Jacques Couture, a dit (en plus d'annoncer son nouveau principe de la loterie des emplois), qu'il espérait trouver le même nombre d'emplois que l'an dernier (plus de 36,000). Mais,

suite à la page 7

DEHORS LES CONTRÔLES



ANEO...

suite de la page 6

selon les statistiques du gouvernement québécois, un total d'environ 14,000 étudiants a-valent obtenu un emploi temporaire par l'entremise du Service de Placement étudiant du Québec au 17 août 1977. Or, même en soustrayant de ce dernier chiffre les 8,944 emplois créés l'an dernier par le COJO et ses sous-traitants, il n'en ressort pas moins un déficit de plus de 13,500 emplois par rapport à l'an dernier.

Conditions de vie des étudiants

Avec l'arrivée de l'automne, les dépenses commencent à préoccuper l'étudiant. Même s'il n'a ni travaillé ni reçu de compensation, le coût de la vie n'a pas arrêté de grimper. Ainsi l'étudiant est constamment confronté à des hausses de prix de produits et de services qui sont essentiels. Il paie le panier de provisions au même prix que les travailleurs. Le prix des repas dans les cafétérias subit

des hausses constantes et ce, sans que s'améliore la qualité ou la quantité de la nourriture. En guise d'exemple, nous pouvons mentionner qu'à l'Université Laval, l'augmentation se situe à 20%.

Régime prêts et bourses

Trois autres injustices flagrantes et inacceptables ressortent facilement du régime actuel des prêts et bourses. Il s'agit de la contribution d'été de l'étudiant, le calcul des besoins et l'endettement.

La contribution d'été: Le système de Prêts et Bourses calcule une contribution d'été même si l'étudiant n'a pas eu d'emploi. Par exemple, pour un étudiant qui a eu 13 semaines d'été et qui n'a pas trouvé d'emploi, on calcule une contribution égale à cinq semaines de travail au salaire minimum. C'est-à-dire la moitié du temps qu'il aurait dû travailler en considérant que ça lui prend trois semaines pour trouver un emploi. C'est presque raisonnable!

Le calcul des besoins: Le maximum de frais de subsistance admis par les Prêts et Bourses est de \$64.75 (étudiant universitaire n'habitant pas chez ses parents), ce qui tombe bien au-dessous du seuil de pauvreté. De plus, l'étudiant de niveau collégial dans le même cas se voit accorder des sommes moindres que l'étudiant universitaire. Peut-être mangera-t-il moins...

L'endettement: L'étudiant qui est contraint de faire une demande de Prêts-Bourses doit s'endetter au départ de \$920, au niveau universitaire s'il désire obtenir une bourse par la suite. Depuis 1974, l'endettement par l'emprunt est passé à l'université de \$780. à \$920. Ainsi, on réduit d'année en année l'accessibilité aux bourses tout en augmentant l'endettement. Enfin, l'étudiant ne sait pas s'il pourra rembourser, étant donné l'augmentation vertigineuse du taux de chômage chez les diplômés.

Chômage

Bientôt on dira qu'un étudiant qui n'arrive pas à sortir de l'université avec au moins deux ans d'expérience de travail n'a aucune chance de se trouver un emploi, du moins si l'on se fie aux petites annonces des journaux. Mais où prendre deux ans d'expérience?

L'écart entre le taux de chômage des jeunes et celui de l'ensemble des travailleurs passe de 4 points de pourcentage (1960) à 4.9 points (1971) et à 5.7 points (1976), ces trois années étant des années comparables de ralentissement économique. Le pourcentage des jeunes chômeurs (15-24 ans) dans l'ensemble des chômeurs augmente presque constamment, passant de 35.8% en 1953 à 48.2% en 1976.

Il est plus que temps d'abandonner ce mythe tant entretenu par le gouvernement et la population, de l'étudiant privilégié par rapport aux diverses couches de la société.

Un fait est que certains étudiants sont privilégiés et n'ont aucun problème financier, mais ce fait est loin d'être généralisé. Ainsi, avec la conjoncture créée par le peu d'emplois disponibles, il est tout à fait plausible de penser qu'en plus des 60,000 étudiants qui ont reçu des prêts du gouvernement l'an dernier, 40,000 nouveaux étudiants devront contracter des prêts allant jusqu'à \$920.

Les étudiants paient pour leurs études, s'endettent, subissent sévèrement les hausses du coût de la vie, obtiennent un diplôme s'ils se rendent jusqu'à là, pour quoi faire?

Le Ministre de l'Éducation, Jacques-Yvan Morin, déclarait récemment à Pierre Potvin, dans le cadre d'une entrevue accordée à la revue *Le Québec Étudiant*: "... mais il reste vrai que tous les garçons et toutes les filles qui ont le talent pour faire des études supérieures n'y ont pas accès."

Les détenus...

suite de la page 1

d'une grande importance pour les détenus comme ils le déclarent eux-mêmes: "Le projet révèle les multiples besoins des détenus, parmi les plus essentiels, et reflète leur profonde aspiration à briser l'isolement où ils se trouvent, à sortir du cercle fermé de la prison et à entretenir une communication étroite et soutenue avec le monde extérieur et les gens intéressés."

De plus, les détenus semblent déterminés à n'utiliser que des moyens de pression pacifiques pour mener à bien leurs revendications.

Les locataires..

suite de la page 1

tales font face à l'intimidation et ne se présentent pas à la Régie. Ils ont peur de se faire jeter dehors. Le gouvernement affirme que les locataires ne connaissent pas leurs droits mais ce n'est pas le cas. C'est tout simplement qu'ils ont peur d'aller se présenter à la Régie."

Le Front Commun des Locataires favorise un contrôle général des loyers. D'après ce système, le propriétaire qui voudrait augmenter le loyer devrait présenter une demande à la Régie avec tous les détails concernant les raisons pour l'augmentation.

Sa demande serait alors vérifiée par des ordinateurs, qui rendraient la décision plus facile à prendre d'après les besoins du propriétaire. Les locataires recevraient une copie du dossier affirmant les raisons pour lesquelles le propriétaire désire la hausse des loyers. Si les locataires ne trouvaient pas les raisons suffisantes, ils pourraient se présenter à la Régie.

M. Bylsma affirme que le Front Commun "est certain que les locataires seraient sympathiques si les hausses sont légitimes et nécessaires. Si le propriétaire a menti dans sa demande auprès de la Régie, la fraude serait découverte sans trop tarder."

La censure...

suite de la page 5

différentes d'un événement. D'où l'importance des choix faits par les directeurs de la rédaction sur l'information qui sera transmise au public.

L'importance du budget de l'entreprise consacré à la rédaction est primordiale. Le patron peut faire oeuvre à sa façon de censure sur l'information en décidant par exemple de ne confier le secteur des relations de travail qu'à une seule personne et de constituer un équipe imposante à la couverture des faits divers. Etant seul à la couverture des relations patronales-syndicales, le journaliste ne pourra faire de la recherche en profondeur et donner une information critique.

Il faut donc comprendre qu'à travers toutes les phases d'interventions des dirigeants d'une salle de rédaction peuvent s'exercer toute une série de contraintes pouvant orienter d'une façon ou d'une autre le produit acheminé vers le public.

Ces interventions, lorsqu'elles ne conduisent pas à une censure directe, peuvent également amener les journalistes à s'autocensurer. L'autocensure, c'est ce mécanisme inhérent à toute personne qui fait qu'un journaliste pourra s'abstenir de diffuser une information qui pourrait déplaire aux intérêts de son patron ou qui pourrait modifier la qualité de ses rapports avec lui.

L'autocensure se pratique souvent de façon inconsciente. Des études sociologiques dans les mass media reconnaissent que le facteur de "socialisation" est très important dans le comportement des journalistes.

Il n'est même pas nécessaire, précise-t-on, que le propriétaire émette des directives très précises sur le type d'information qu'il veut véhiculer dans son journal pour qu'un journaliste s'y conforme. L'orientation donnée à la page éditoriale, les notes de service, etc., peuvent influencer même inconsciemment le journaliste et l'orienter dans son travail.

WOMEN'S UNIONLunch-time
Speakers Programme

Today, Nov. 1 —
Talk on Battered Women (12:30 pm)
given by Julie Sklivas
from Women's Aid Centre

Wed., Nov. 2 —
Poetry Reading by Claudia
Lapp (12:30 pm)
recently published Montreal poet

All welcome

Bring your lunch Free Coffee & Tea



The McGill Young Alumni
presents

"ANIMATION MAKES HISTORY"
tonight

8 pm, Leacock 26, showing films from
1906 to present.

All welcome, no charge

**T
SHIRTS**

McGILL
ARTS & SCIENCE
UNDERGRADUATE SOCIETY

ON SALE NOW
AT

SADIE'S

Union Box Office
3480 McTavish

\$2.50

ALL COLOURS!
ALL SIZES!!!

Irving Greenberg

**On Becoming
Human:
Halacha
(Jewish Law)
as a lifestyle**

WITH REFLECTIONS ON SEXUALITY
& INTERPERSONAL COMMUNICATION.



DATE:
Tues. Nov. 1st

TIME:
8:00 pm

PLACE:
Stewart Biol. Bldg. Rm. S-14

COST:
Students — Free
Non-Students — \$1.50
INFO 845-9171

PUBLICATION OF THE STUDENTS' SOCIETY OF MCGILL UNIVERSITY FINANCIAL STATEMENTS* FOR THE ELEVEN MONTHS ENDED MAY 31, 1977

In accordance with regulations
as stipulated in the Students' Society
constitution

THE STUDENTS' SOCIETY OF MCGILL UNIVERSITY BALANCE SHEET AS AT MAY 31, 1977

	May 31, 1977 \$	June 30, 1976 \$
ASSETS		
CASH	20,824	26,000
ACCOUNTS RECEIVABLE	28,740	22,371
FUNDS ON DEPOSIT WITH MCGILL UNIVERSITY		
Investment reserve fund	107,230	100,255
Students' Society loan fund	6,873	2,725
PREPAID EXPENSES	17,466	3,112
	177,133	154,463
EQUIPMENT (notes 3 and 4)	67,460	60,984
	<u>244,593</u>	<u>215,447</u>
LIABILITIES		
ACCOUNTS PAYABLE		
McGill University	50,138	40,925
Other	37,190	35,462
	87,328	76,387
SOCIETY'S EQUITY		
SURPLUS	157,265	139,060
	<u>244,593</u>	<u>215,447</u>

COOPERS & LYBRAND

CHARTERED ACCOUNTANTS
1100 UNIVERSITY STREET, SUITE 1000
MONTREAL, QUEBEC H3B 0W1

TELEPHONE: 366-0000
FAX: 366-0000
TELETYPE: 366-0000
CABLE: 366-0000

August 23, 1977

AUDITORS' REPORT

To the Acting Executive Director and Members,
The Students' Society of McGill University.

We have examined the balance sheet of The Students' Society of McGill University as at May 31, 1977 and the statements of revenue and expenditure and surplus for the eleven months then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances except that, our examination of cash receipts, because of their nature, was limited to comparisons of recorded receipts with bank deposits.

In our opinion, except for the effect of any adjustments which might have been required had we been able to fully verify cash receipts, these financial statements present fairly the financial position of the Society as at May 31, 1977 and the results of its operations for the eleven months then ended in accordance with generally accepted accounting principles which, except for the change in the basis of calculating depreciation of equipment referred to in note 3 to the financial statements, have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Coopers & Lybrand
CHARTERED ACCOUNTANTS

THE STUDENTS' SOCIETY OF MCGILL UNIVERSITY STATEMENT OF SURPLUS FOR THE ELEVEN MONTHS ENDED MAY 31, 1977

	Eleven months ended May 31, 1977 \$	Year ended June 30, 1976 \$
BALANCE - BEGINNING OF PERIOD	139,060	200,364
Excess (deficiency) of revenue over expenditure for the period	<u>18,205</u>	<u>(61,304)</u>
BALANCE - END OF PERIOD	<u>157,265</u>	<u>139,060</u>

THE STUDENTS' SOCIETY OF MCGILL UNIVERSITY STATEMENT OF REVENUE AND EXPENDITURE FOR THE ELEVEN MONTHS ENDED MAY 31, 1977

	Eleven months ended May 31, 1977 \$	Year ended June 30, 1976 \$
REVENUE		
Students' fees	322,369	324,660
Interest on investment reserve fund	9,606	19,060
Other investment income	112	1,540
	<u>332,087</u>	<u>345,260</u>
EXPENDITURE (OTHER INCOME)		
Students' activities - net (Schedule 1)	103,475	137,267
McGill Students' Union (Schedule 2)	146,559	186,189
Typesetting (Schedule 4)	(8,140)	13,134
Disco-Pub (Schedule 5)	7,489	(5,631)
Office and administrative (Schedule 6)	72,201	86,066
General (Schedule 6)	4,927	16,618
Income applicable to prior years	(6,152)	(6,244)
	<u>320,359</u>	<u>426,699</u>
EQUIPMENT PURCHASES INCLUDED IN THE ABOVE	13,971	33,312
DEPRECIATION	7,494	13,177
	<u>6,477</u>	<u>20,135</u>
EXCESS (DEFICIENCY) OF REVENUE OVER EXPENDITURE FOR THE PERIOD	<u>18,205</u>	<u>(61,304)</u>

THE STUDENTS' SOCIETY OF MCGILL UNIVERSITY STATEMENT OF STUDENTS' ACTIVITIES FOR THE ELEVEN MONTHS ENDED MAY 31, 1977

	Eleven months ended May 31, 1977 \$	Year ended June 30, 1976 \$
NET EXPENDITURE (REVENUE)		
AEPM	177	1,172
Arabic Radio Club	619	2,488
Arabic Students' Association		32
Black Students' Union		710
Blood Borne Clinic	1,245	936
Campus Legal Aid	7,747	10,821
Caribbean Society		642
Chinese Students' Association	1,048	1,723
Civics & Community	352	348
Community Festival		2,960
Debate Union Society (Schedule 8)	7,051	8,324
East Asian Students' Society	228	821
Entertainment Committee		4,768
External Affairs	141	473
File Society (Schedule 8)	3,445	4,737
Fine Arts		28
Gay McGill		238
Grants to Students' Societies and Clubs		932
Hellenic Club	122	295
Indian Students' Association		323
Information Centre		3,321
Information McGill		295
I.S.A.	1,385	4,335
Islamic Students' Association	110	
Italian Club	254	201
Malaysian Students' Association	220	(15)
McGill Annual (Schedule 8)	170	3,731
McGill Christian Fellowship	50,396	40,088
McGill Daily (Schedule 7)	6,399	10,419
Players' Club (Schedule 8)	6,783	4,528
Religious Club (Schedule 9)		10
Sailing Club	974	731
Savoy Society		305
Shakespeare Society		866
South Asia Peoples' Association	334	(74)
South Asia Students' Association	3,379	4,728
Women's Collective Press		11,818
Women's Union		611
Young Socialist		533
Miscellaneous Clubs	222	
	<u>125,412</u>	<u>122,262</u>

* Detailed schedules can be viewed in their entirety at Students' Society offices.